

Þ

Hugo
Séguin

**LETTRE
AUX ÉCOLOS
IMPATIENTS
ET À CEUX QUI
TROUVENT
QU'ILS
EXAGÈRENT**

écosociété

Pour Hugo Séguin, le mouvement environnemental a perdu ses repères. Devant l'urgence climatique, plusieurs s'accrochent à des solutions qui livrent trop peu, trop tard, alors que d'autres délaissent les instances de décision et se replient sur eux-mêmes. En montrant combien plusieurs idées radicales d'hier nous apparaissent tout à fait banales aujourd'hui, l'auteur identifie les mécanismes qui étouffent leur diffusion en tant qu'innovations bénéfiques. Se définissant comme un environnementaliste plutôt conservateur, il lance un appel au rapprochement entre environnementalistes réformateurs, qu'il invite à s'ouvrir aux idées nouvelles, et radicaux, à qui il propose le beau risque de réinvestir les structures de pouvoir. Prônant un renforcement du dialogue social, il interpelle finalement décideurs et influenceurs à s'ouvrir aux porteurs de solutions innovantes qui frappent aujourd'hui à leurs portes. Nous ne pourrions affronter la crise environnementale, nous dit-il, que si nous facilitons collectivement la diffusion et l'adoption d'une toute nouvelle génération d'idées radicales.

Hugo Séguin œuvre dans le milieu environnemental depuis plus de 20 ans, notamment à Greenpeace, Équiterre, Ecojustice, Climate Action Network International et au Réseau Action Climat, qu'il a présidé. Conseiller chez COPTICOM, il est Fellow du CÉRIUM et enseigne à l'Université de Sherbrooke.

**LETTRE AUX ÉCOLOS IMPATIENTS
ET À CEUX QUI TROUVENT QU'ILS EXAGÈRENT**

**LETTRE AUX ÉCOLOS IMPATIENTS
ET À CEUX QUI TROUVENT
QU'ILS EXAGÈRENT**

Essai sur la radicalité

HUGO SÉGUIN

écosociété

Coordination éditoriale: David Murray
Maquette de la couverture: Catherine D'Amours, Nouvelle Administration
Typographie et mise en page: Yolande Martel

© Les Éditions Écosociété, 2022

ISBN 978-2-89719-784-1

Dépôt légal: 2^e trimestre 2022

**Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales
du Québec et Bibliothèque et Archives Canada**

Titre: Lettre aux écolos impatientes et à ceux qui trouvent qu'ils exagèrent /
Hugo Séguin.

Noms: Séguin, Hugo, auteur.

Collections: Collection Polémos.

Description: Mention de collection: Polémos | Comprend des références
bibliographiques.

Identifiants: Canadiana 20220003335 | ISBN 9782897197841

Vedettes-matière: RVM: Écologisme.

Classification: LCC GE195.S4 2022 | CDD 363.7—dc23

Les Éditions Écosociété reconnaissent l'appui financier du gouvernement du
Canada et remercient la Société de développement des entreprises culturelles
(SODEC) et le Conseil des arts du Canada de leur soutien.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de
livres – Gestion SODEC.



Canada Council
for the Arts

Conseil des arts
du Canada

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

L'appel de la radicalité	7
--------------------------	---

PARTIE 1

La nécessaire radicalité

1	Et si nous faisons fausse route ?	27
2	Critiques d'un système de pensée qui ne conçoit aucune limite	37
3	Étouffer la radicalité	53
4	Se réapproprier la radicalité	67
5	Un mouvement environnemental sans repères	83
6	Radicalités, innovations et changement social	99

PARTIE 2

Accélérer l'adoption des radicalités

7	<i>Slow thinking</i>	115
8	<i>Audi alteram partem</i>	135
9	L'indispensable dialogue social	149
10	Génération d'idées radicales	173
11	Porter au pouvoir une nouvelle radicalité	187
12	Idées radicales	199

CONCLUSION

Cheminements critiques	225
------------------------	-----

INTRODUCTION

L'appel de la radicalité

EN DÉCEMBRE 2005, lors de la COP11 de Montréal sur le climat, nous avons remis à Stéphane Dion, ministre canadien de l'Environnement et président de la conférence, un énorme sablier de verre et de bois – prêt du Grand Costumier de Radio-Canada – pour illustrer le fait que le temps commençait à manquer pour contrer les pires effets des changements climatiques¹. Dion, homme longiligne en apparence hautain et coincé mais curieusement un peu excentrique et finalement sympathique, l'avait déposé à côté de lui dans l'immense salle de plénière du Palais des congrès, devant les 2 000 représentants des États, des organisations internationales et des parties prenantes réunis, histoire de bien faire passer le message : du temps, nous n'en avons presque plus.

Quinze ans plus tard, le constat est brutal. Les émissions de gaz à effet de serre (GES) n'ont cessé d'augmenter,

1. Employé par l'organisation environnementale Équiterre, j'étais à cette époque coordonnateur du Secrétariat international des ONG à la COP11. Équiterre avait été désigné « point focal local » de la société civile par le secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC).

la planète se réchauffe et les impacts des changements climatiques se multiplient et s'aggravent. Bien sûr, des actions ont été engagées, des politiques adoptées, des investissements consentis. De nouvelles technologies vertes sont apparues, de nouvelles formes d'énergie aussi. On peut se dire que la situation pourrait être bien pire.

Mais nous ne sommes pas du tout « en contrôle ». Le climat s'emballe quand même, et les politiques *soft* et incrémentales déployées jusqu'à maintenant ne suffisent pas. La stratégie des petits pas ne donne pas les résultats qu'il faudrait.

J'ai mis du temps à le comprendre. Tout me conditionnait à me réjouir des petites victoires à l'arraché, à défaut de grands bonds en avant. Influencé par les milieux politiques dans lesquels j'ai erré dans la première partie de ma vie adulte, j'ai adopté l'adage voulant que la politique soit l'art du possible: on y fait trop souvent ce que l'on peut, à défaut de pouvoir faire ce que l'on doit. Lors de mon passage dans les milieux environnementaux, après ma dernière incursion en politique, j'ai tout naturellement importé cette façon de voir en positionnant Équiterre (qui m'avait recueilli après la défaite du Parti québécois aux élections de 2003) comme un interlocuteur « raisonnable » et « parlable », seul moyen selon moi de réaliser des gains pour l'environnement, notamment en matière de changements climatiques. Entre une évolution lente, mais possible, à l'intérieur du système sociopolitique et économique actuel et l'attente fébrile, mais toujours frustrée, du grand soir où le système honni s'écroulera, j'ai systématiquement choisi une approche pragmatique.

Avec le recul, je constate que cette approche, soutenue par une bonne partie du milieu environnemental de

l'époque et encore aujourd'hui, a donné des fruits. On a fait de grands gains environnementaux au cours des vingt dernières années, un peu partout dans le monde.

Mais pas assez.

Je sais que c'est un cliché, mais je nous l'assène à nouveau quand même : on ne négocie pas avec l'environnement. On peut se donner collectivement des *high five* pour avoir réduit la vitesse des navires sur le Saint-Laurent ou diminué de 50 % les coupes forestières dans un habitat sensible, si la population de baleines franches et les hardes de caribous des bois disparaissent à tout jamais, on aura quand même échoué.

En matière de climat aussi, il est tentant de se féliciter des succès obtenus. Si les émissions de GES stagnent au Japon et au Canada, elles sont en baisse depuis 2005 dans la majorité des pays industrialisés – surtout dans l'Union européenne et également aux États-Unis². On peut aussi se réjouir de ce que les politiques mises en place, y compris chez les autres grands émetteurs du G20 comme la Chine, aient ralenti la hausse et qu'il y ait moins d'émissions aujourd'hui dans l'atmosphère que si rien n'avait été fait.

C'est sans doute vrai.

Mais en politique climatique comme dans le domaine de la protection des espèces, soit on fait ce qu'il faut, soit non. Dans le premier cas, on se montre à la hauteur de la situation. Dans le second, on échoue. Si les catastrophes climatiques se multiplient et s'aggravent quand même, et

2. J.G.J. Olivier et J.A.H.W. Peters, « Trends in Global CO₂ and Total Greenhouse Gas Emissions », PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, décembre 2020, <www.pbl.nl/sites/default/files/downloads/pbl-2020-trends-in-global-co2-and_total-greenhouse-gas-emissions-2020-report_4331.pdf>.

qu'augmentent toujours les concentrations de GES dans l'atmosphère, c'est qu'on n'est toujours pas à la hauteur.



L'amoncellement des mauvaises nouvelles environnementales des dernières années est venu donner tout son sens au concept d'éco-anxiété et à l'idée lancinante que la situation se dégradera quoi que l'on fasse. Boulimique d'actualité, au point d'imposer à mes étudiants une revue de presse environnementale hebdomadaire au début de chacun de mes cours, j'ai fini par réduire mon niveau d'exposition aux mauvaises nouvelles simplement pour préserver ce qui me tient lieu de santé mentale. J'ai beau essayer de gérer mon angoisse en plongeant dans la bataille pour tenter de contribuer à sauver ce qui peut encore l'être, le défilement quotidien sur mon écran de la destruction accélérée de la vie sur Terre me donne souvent le goût de me recroqueviller sur moi-même et de me taper une dépression d'enfer, ou de partir sur le party dans un *rave* sans fin en criant *fuck toute*. Persister dans cette bataille et rester mobilisé est un engagement à renouveler sans cesse.

Les choses ne vont pas bien. De grandes parties de la Californie, de la Colombie-Britannique, de l'Amazonie et de l'Australie brûlent sous nos yeux. On invente de nouvelles catégories de typhons pour rendre compte de leur force et de leur intensité croissantes. Les vagues de chaleur se multiplient en Europe, en Asie et partout ailleurs. Le climat se dérègle, la biodiversité se délite et des espèces disparaissent à tout jamais. Il est de moins en moins possible de se convaincre que la stratégie des petits pas, des gains

incrémentaux et de la vision à long terme est à la hauteur alors que tout fout le camp autour de nous.

Le constat est utile, à défaut d'être original. Il force à l'introspection et ramène à la réalité des gens comme moi qui travaillent depuis longtemps dans le domaine de l'environnement, tout comme il devrait allumer des lumières chez les nombreux décideurs publics qui font mine de se préoccuper de la situation, en y allant de petits changements plus ou moins cosmétiques tout en se tapant de grandes déclarations larmoyantes sur l'importance-de-sauver-la-planète-pour-nos-z'enfants.

Au Canada, c'est l'écologiste David Suzuki qui, entre deux bouffées de colère à l'intention de nos dirigeants, nous assène ses moments de profonde noirceur. «Le mouvement environnemental a échoué», déclarait-il en mars 2016³, probablement découragé comme nous l'étions tous par la hargne anti-écologistes et pro-intérêts pétroliers du gouvernement conservateur qui sévissait alors à Ottawa depuis plusieurs années. Oui, le mouvement a obtenu des victoires à la pièce depuis 40 ans, disait-il, mais il a profondément échoué à transformer les causes profondes de l'effondrement écologique que nous connaissons.

En France, la démission surprise en 2019 de l'écologiste devenu ministre de la Transition écologique et sociale, Nicolas Hulot, a provoqué une véritable onde de choc en montrant clairement que les maigres efforts que nous déployons ne sont plus à la hauteur des catastrophes écologiques qui nous accablent. «La planète est en train de devenir une étuve, nos ressources naturelles s'épuisent, la

3. Philippe Mercure, «David Suzuki: le mouvement environnemental a échoué», *La Presse*, 24 mars 2016.

biodiversité fond comme la neige au soleil. [...] Je ne comprends pas que nous assistions globalement à la gestation d'une tragédie bien annoncée dans une forme d'indifférence.» Et d'ajouter : «On s'évertue à entretenir, voire à réanimer un modèle économique qui est la cause de tous ces désordres⁴.»

Mais le signal le plus fort que les choses ne pouvaient plus continuer comme ça est venu d'une mobilisation sans précédent des jeunes (et même très jeunes) générations d'un peu partout, réunies sous la bannière de Fridays for Future et autres Extinction Rebellion⁵, portées par l'improbable figure d'une Suédoise de 16 ans, Greta Thunberg, dont le discours sans compromis ne fait pas dans la dentelle. «Tous les mouvements politiques dans leur forme actuelle ont échoué, écrit-elle, et à moins de reconnaître l'échec généralisé de nos systèmes actuels, nous n'avons aucune chance⁶.»

Greta Thunberg et les jeunes générations montées au front nous ont forcé à envisager, pour la première fois sans doute pour plusieurs d'entre nous, ce que l'on pourrait appeler un «nécessaire radicalisme». Si les mesures et les actions que nous avons déployées jusqu'à présent ne marchent pas, alors il faut faire les choses différemment. «[N]ous avons besoin d'un nouveau projet politique [...] nous avons besoin d'une toute nouvelle façon de penser», écrit-elle. Elle en appelle à l'adoption d'une radicalité assumée et sans compromis, et à rejeter les règles du jeu du sys-

4. «Le grand entretien avec Nicolas Hulot», *France Inter*, 28 août 2018.

5. Voir en particulier Extinction Rebellion, «Our Demands»; et Fridays for Future, <www.fridaysforfuture.org>.

6. Greta Thunberg, *Rejoignez-nous : #grèvepourleclimat*, Paris, Éditions Kero, 2019, p. 18.

tème politique et économique actuel: « [N]ous ne pouvons pas sauver le monde en respectant les règles. Car les règles ont besoin d'être changées. Tout doit changer et cela doit démarrer aujourd'hui », conclut-elle⁷.

Difficile de lui donner tort sur le fond. La situation se dégrade rapidement, les petits pas sont insuffisants, et les grandes personnes ont perdu le contrôle de la situation. Tant qu'à nous assener de nouveaux clichés, le comble de la stupidité serait de penser que l'on peut régler un problème en continuant d'employer des solutions qui ne produisent pas les résultats escomptés.



De grands chocs sont venus ébranler mon parti pris pour une stratégie « gradualiste » et l'acceptation résignée des règles du jeu dans lesquelles nous évoluons.

J'ai été témoin comme tout le monde de la vague mondiale d'indignation du début des années 2010, avec le Printemps arabe, la montée de la gauche radicale et anti-austérité en Grèce, et surtout de la déferlante du mouvement des *Indignados* en Espagne et son adaptation nord-américaine sous le vocable *Occupy*, avec des métastases un peu partout dans le monde. Plus près de moi, le Printemps érable, au Québec, a canalisé une incroyable décharge d'énergie collective en opposition à une gouvernance jugée autoritaire et corrompue ainsi qu'en faveur de préoccupations sociales progressistes encore diffuses.

Ces impressionnantes explosions d'énergie ont bien montré la force des mouvements citoyens en dehors des

7. *Ibid.*, p. 13.

instances politiques et des réseaux d'influence établis. Bien ancrée à des objectifs et à des revendications claires, cette énergie pourrait changer profondément les systèmes politiques et économiques en place. Bien que j'y aie moi-même participé comme citoyen – tapant de la casserole et marchant dans les rues de ma ville avec des centaines de milliers de personnes –, je ne m'étais pas attendu à une telle révélation : peut-être de grandes avancées sont-elles possibles, par-delà les petits gains réalisés au sein de systèmes lourds et largement imperméables aux changements brusques ?

Mais voilà : une des difficultés que nous avons et qui nous empêche de traduire en actions ces incroyables expressions d'énergie collective, c'est que l'on semble tout à fait incapable d'identifier clairement ce que signifierait concrètement « faire autrement ». Nous nageons en plein déficit d'imagination, englués dans des façons de faire et dans des systèmes économiques et politiques qui nous apparaissent « naturels », immuables, et dont on ne peut imaginer s'extirper.

Il est beaucoup plus facile de réclamer la fin d'un système – capitaliste, néolibéral, élitiste, consumériste, extractiviste, inégalitaire, oppressif – que d'imaginer concrètement le fonctionnement d'un système alternatif. Les grandes mobilisations sociales des dernières années – du mouvement *Occupy* aux batailles de casseroles en passant par les marches monstres pour le climat – ont pris la forme de feux de paille, éblouissants et magnifiques certes, mais qui se sont éteints sitôt leur combustible épuisé.

Nos mobilisations ne sont pas porteuses d'autre chose que d'un appel largement stérile à l'attention de décideurs fantasmés auxquels on adresse un pathétique « Faites quelque chose ! ». Au final, de quelles grandes revendica-

tions transformatrices *Occupy* s'était-il fait le porte-étendard? Qu'est-ce qu'*Occupy* a changé concrètement, après des semaines de mobilisation et d'occupation de places publiques? On ne le sait pas, ou peut-être qu'on ne le sait plus exactement, au-delà d'une prise de conscience collective du fait que 1% d'ultra-riches font la fête sur le dos des autres. Peut-être le legs d'*Occupy* se situe-t-il ainsi dans le domaine de l'imaginaire collectif – ce qui serait déjà ça de pris –, à défaut d'avoir pu transformer d'un iota l'énergie transformatrice dont il était porteur en une forme concrète de changement social.

Je crains fort que la plupart des autres grandes mobilisations des dernières années ne soient de la même eau. Que retenir des grandes marches pour le climat – qui auront réuni des millions de personnes, dont un demi-million à Montréal seulement en septembre 2019 –, sinon l'illustration claire d'une forte préoccupation sociale en faveur de l'idée de «faire quelque chose pour sauver la planète»? C'est mignon, mais pas très efficace.

Nos grandes mobilisations des dernières années ressemblent à de grands arcs électriques à la recherche d'un *ground*, d'une mise à la terre. Cette énergie est certes transformatrice et réformatrice, vecteur d'espoirs «que les choses changent» enfin. Ces déferlements de frustrations et d'espoirs réprimés sont bien radicaux, au sens où ils cherchent à tâtons à transformer fondamentalement les causes profondes de grands maux sociaux, économiques et environnementaux. Mais ils finissent tous par s'étioler, se dissiper et se fondre à nouveau dans le bruit de fond ambiant. Ils sont incapables de porter des revendications claires et de maintenir la pression jusqu'à ce que le changement exigé advienne.

Cette forme de radicalité, forte en gueule, « livre » très peu.

Devant ce constat, la pensée sociale et environnementale apparaît aujourd'hui sans repère, du point de vue tant idéologique que pratique. « Nous ne sommes pas seulement orphelins d'utopie mais d'outils intellectuels », pour emprunter les mots du politologue Paul Ariès⁸.

Dans la foulée d'une longue lignée de penseurs, l'économiste Thomas Piketty, dans sa gigantesque et brillante analyse de l'évolution des inégalités à travers le temps, *Capital et idéologie*⁹, montre bien à quel point le système de plus en plus inégalitaire qui nous régit se maintient en grande partie parce que la plupart d'entre nous, y compris ceux et celles qui en sont les premières victimes, ont fini par le considérer comme naturel et immuable. Nous savons que ce système est injuste et inique, mais nous peinons encore à imaginer concrètement comment en sortir et surtout par quoi le remplacer.

La politique radicale, en cette ère de bouillonnement social, ne semble pas non plus militer en faveur d'une forme reconnaissable de « grande idéologie alternative » qui chercherait à remplacer le système par un autre. Elle se présente plutôt aujourd'hui comme étant largement repliée sur des pratiques sociales, politiques ou de consommation à l'échelle locale ou même individuelle.

Tout cela est très bien et reflète l'appel gandhien à incarner soi-même concrètement le changement que l'on désire voir dans le monde. Mais pendant qu'on choisit de vivre en

8. Paul Ariès, *Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance*, Montréal, Écosociété, 2017 [2009], p. 177.

9. Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Paris, Seuil, 2019.

accord avec ses valeurs avec sa gang de chums, on n'investit plus pour tenter de changer la société dans son ensemble. On tente de sauver son âme, d'une certaine manière, mais sans chercher à convaincre son prochain, que l'on considère trop souvent avec indifférence ou comme une cause perdue. Drapés dans leurs certitudes et méprisants à l'égard de ceux et celles qui ne pensent pas comme eux, de nombreux militants et militantes délaissent encore les instances politiques et les processus délibératifs traditionnels mis en place pour assurer une certaine cohésion sociale et une forme de consensus large sur les grands éléments économiques, sociaux et politiques de notre vivre-ensemble.

Pendant ce temps, la roue tourne, les crises sociales et environnementales se multiplient et notre capacité collective d'y faire face s'affaiblit.



Cet essai cherche à établir un certain nombre de constats qui se manifestent souvent sous la forme de paradoxes. Le premier, c'est que l'approche des petits gains incrémentaux jusqu'à présent ne donne pas les résultats qu'il faudrait. Il nous faut concevoir d'autres approches et d'autres idées beaucoup plus radicales et les déployer le plus rapidement possible. Le deuxième, c'est que nous avons de la difficulté à imaginer à quoi ressemblerait une société profondément transformée et nous ne savons pas quelles idées pourraient concrètement nous y conduire. Nos réflexions collectives – dans les milieux tant progressistes que radicaux – ne vont pas très loin. Nous nous limitons trop souvent à dénoncer les injustices (très réelles) et à dénigrer systématiquement les structures de pouvoir en cause, tout en fantasmant sur

des concepts plutôt vides comme la « démocratie réelle » et autres « voix du peuple » en nous imaginant que de telles incantations peuvent se substituer à une réflexion délibérée sur le moyen de faire advenir un monde nouveau dans un univers d'une complexité diabolique.

Le troisième constat, c'est qu'une bonne partie des mouvements qui se veulent porteurs de radicalité se sont mis, en pratique, à rejeter le dialogue social. On veut changer les choses, mais au niveau local, entre amis et complices, et on rechigne à investir les structures décisionnelles à travers lesquelles nous pourrions réaliser les changements que nous appelons de nos vœux. Ce repli marque aussi un abandon des indispensables efforts de dialogue et de persuasion – certains parleraient de prosélytisme – qui doivent assurer la diffusion et l'adoption des solutions beaucoup plus robustes et conséquentes qu'il nous faudrait aujourd'hui imaginer et déployer rapidement à grande échelle.

Le quatrième et dernier constat, c'est que puisque nous avons collectivement attendu trop longtemps et que la situation environnementale se dégrade rapidement, il ne reste plus qu'à nous tourner vers des solutions que nous avons rejetées jusqu'à maintenant ou auxquelles nous n'avons encore jamais réfléchi. Le problème, c'est que l'adoption de telles solutions par nos sociétés prend du temps, du temps que nous n'avons presque plus.

Des chapitres qui suivent se dégage une approche encore plutôt brouillonne mais qui tente de réconcilier nos paradoxes, à travers une proposition selon laquelle :

- l'adoption d'idées et de mesures radicales apparaît dorénavant incontournable, au vu de la dégradation de la situation environnementale et de la croissance des inégalités ;

COLLECTION POLÉMOS

Combattre, débattre

Polémos signifie *combat, lutte, guerre*, en grec ancien. Il vient du mot *polemai*, se remuer, et a donné le mot *polémique*, qui renvoie à la discorde.

Pourquoi une collection Polémos chez Écosociété ? Pour rappeler que des luttes naissent les avancées, des conflits jaillit le politique. Le conflit, père de toutes choses pour Héraclite, la politique, lieu de la mésentente pour Rancière ; le vivre ensemble est fait de confrontations. Nourrir les combats, nourrir les débats, tel est l'esprit de la collection Polémos, qui accueille des textes aux paroles fortes.

Dans la même collection

Alain Deneault, *Une escroquerie légalisée. Précis sur les « paradis fiscaux »*.

Éric Pineault (avec David Murray), *Le piège Énergie Est. Sortir de l'impasse des sables bitumineux*.

IRIS, *Cinq chantiers pour changer le Québec. Temps, démocratie, bien-être, territoire, transition*.

Pierre Madelin, *Après le capitalisme. Traité d'écologie politique*.

Paul Ariès, *Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance*.

Rodolphe Christin, *Manuel de l'antitourisme*.

Eric Martin, *Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec*.

Alain Deneault, *Le totalitarisme pervers. D'une multinationale au pouvoir* (Rue de l'échiquier pour l'Europe).

Alain Deneault, *Faire l'économie de la haine. Essais sur la censure*.

Olivier Ducharme, *Travaux forcés. Chemins détournés de l'aide sociale*.

Marcos Ancelovici et Pierre Mouterde (avec Stéphane Chalifour et Judith Trudeau), *Une gauche en commun. Dialogue sur l'anarchisme et le socialisme*.

Yves-Marie Abraham, *Guérir du mal de l'infini. Produire moins, partager plus, décider ensemble*.

Rodolphe Christin, *La vraie vie est ici. Voyager encore ?*

Maïka Sondarjee, *Perdre le Sud. Décoloniser la solidarité internationale*.

Benoit Renaud, *Un peuple libre. Indépendance, laïcité et inclusion*.

Pierre Madelin, *Faut-il en finir avec la civilisation ? Primitivisme et effondrement*.